

L'intégration arabe

pour une renaissance humaine

Résumé



CESAO



L'intégration arabe

pour une renaissance humaine

Résumé



CESAO

Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale

Les idées et opinions exprimées sont celles des auteurs de la publication et ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Equipe de contributeurs

Ce rapport est le résultat d'efforts conjugués de recherche et d'analyse sous la direction de Rima Khalaf, Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO). Un conseil consultatif d'intellectuels arabes a contribué à en enrichir la matière. Des experts arabes ont participé à la rédaction du rapport, et le personnel de la CESAO a fourni les études analytiques et statistiques et les modèles économiques, et s'est chargé de la coordination du projet.

Conseil consultatif

Abdel Wahab al-Afandi, Abdullah al-Sayed Weld Abah, Abou Yaareb Marzouki, Ali al-Qasimi, Atif Kubursi, Baqer Salman al-Najjar, Clovis Maksoud, Essam Sharaf, Ezzedine al-Asbahi, Fahmi Howeidi, Farida Allaghi, Gouda Abdel Khalek, Haifa Zangana, Hamdi Qandil, Hani Fahs, Inaam Bayoud, Islah Jad, Mohammad Abu Rumman, Mohammed Tayyeb al-Tizini, Mustafa Kamel al-Sayed, Rachida Benmessaoud, Radwa Ashour, Rafia Ghubash, Sadek Jawad Sulaiman, Sami Brahem, Taher Kanaan, Tarek Mitri

Equipe principale

Abdallah al-Dardari, Abou Yaareb Marzouki, Haifa Zangana, Nader Fergany (auteur principal)

Auteurs des articles préparatoires

Adel Samara, Ali Fakhro, Amin Hoteit, Bassel Salloukh, Dalia Said Mustafa, Georges Corm, Hassan Sharif, Khaleda Said, Mahmoud Abdel-Fadil, Malek Saghiri, Mohammed Mersal, Nabil Safwat, Nidal Rashid Sabri, Raghid al-Solh, Riyad Naassan Agha, Saadallah Agha al-Qalaa, Thabet Shukri, Walid al-Hallis, Ziad Abdel Samad

Equipe de la CESAO

Recherche

Adib Nehme, Haidar Fraihat, Karim Khalil, Khalid Abu-Ismaïl, Roula Majdalani, Tarek Alami

Modélisation

Mohamed Abdelbasset Chemingui, Mohamed Hedi Bchir

Coordination

Hisham Taha (coordonnateur), Maha Yahya (coordonnatrice), avec l'assistance de Ghada Chamoun et Jana el-Baba

Edition, traduction et conception

L'édition, la traduction, la conception et la production du rapport ont été prises en charge par la Section des services de conférence, sous la direction de Ahed S Boul.

Conception de la couverture

Yazan Halwani

Avant-propos

Les observateurs ne diffèrent pas beaucoup dans leur analyse de l'état actuel du monde arabe. Il n'est que peu de personnes, en effet, pour nier l'impasse de développement dans laquelle se trouve la région. Le retard dans l'acquisition et la production du savoir, la fragilité de l'infrastructure économique et le caractère endémique de l'injustice ne sont que quelques symptômes de cette impasse. Cependant, le consensus est bien moindre dès qu'il s'agit d'analyser les raisons de cet état des choses et de trouver les issues.

“L'intégration arabe: pour une renaissance humaine” est le titre du rapport qui propose des moyens pour transformer cette réalité. Nous le confions aujourd'hui aux lecteurs, spécialistes, responsables politiques et citoyens, afin qu'ils réfléchissent aux hypothèses et recommandations qui y sont exposées. Le but en est d'adopter celles qui font l'unanimité, et de développer celles qui créent un désaccord. Ce rapport est publié à l'initiative de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO). Un groupe d'éminents intellectuels arabes a participé à son élaboration, des personnalités diverses qui se sont réunies autour des objectifs de cette publication et de ses principales propositions, animées d'une foi inébranlable en la nation arabe et son avenir.

L'oppression, la violation étrangère et le retard dans le développement sont, de l'avis des auteurs, les caractéristiques les plus importantes de la situation actuelle du monde arabe, fruit de décennies de division et d'échec dans le politique et l'économique. C'est à partir de ce constat que le rapport élabore une approche alternative, relançant l'idée de l'intégration des pays arabes qui s'étendrait à l'espace politique, économique, culturel et éducatif.

L'intégration dans la perspective du rapport est à la fois un moyen et un but. L'espoir et le rêve de l'intégration ont en effet longtemps occupé les consciences de 350 millions d'arabes, rassemblés autour d'un patrimoine historique, culturel et spirituel commun ; dialoguant dans une langue commune ; rapprochés par des particularités géographiques dont la proximité, l'emplacement stratégique et les richesses naturelles. Ces dernières ont hélas éveillé la convoitise et occasionné des défis majeurs, qui devraient au moins avoir pour conséquence d'unifier la perception que les citoyens arabes ont de l'ennemi et du destin.

L'intégration est également un moyen, probablement le plus important, pour atteindre la renaissance dans le monde arabe ; une renaissance à laquelle contribueraient tous les citoyens, quels que soient leur origine, leur religion et leur sexe. Libres et égaux, ces citoyens seraient également en mesure de créer, de produire du savoir, et de bâtir des sociétés où le bien-être prédomine dans ses dimensions autant matérielles que morales.

Ce rapport considère que l'une des conditions essentielles à la réalisation d'une telle renaissance est la maîtrise de ses éléments fondateurs : la volonté autonome ; le savoir créateur ; la capacité réelle, non illusoire ; et le renouvellement perpétuel. Le seul chemin pour accéder à ces éléments passe par l'intégration arabe effective, qui redonnerait à la nation un rôle décisif dans l'histoire de l'humanité.

L'intégration prônée dans ce rapport n'est ni une découverte ni une innovation. En effet, les états arabes ont réalisé depuis le milieu du siècle dernier l'importance d'établir une entité solide, de nature à sauvegarder leur indépendance et contribuer au progrès économique et à la sécurité de tous les citoyens. Des conventions de défense commune et d'unité économique, très avant-gardistes pour l'époque, ont été signées. Mais six décennies se sont écoulées depuis la signature de ces textes et seules quelques-unes de leurs dispositions ont été effectivement mises en œuvre.

Le rapport se penche sur les divers aspects de ce retard ; il en analyse les causes et expose les conséquences. Il développe ensuite une vision stratégique de l'intégration fondée sur trois piliers. Le premier est la coopération politique et l'établissement de systèmes de bonne gouvernance démocratique dans les pays arabes. L'objectif d'une telle coopération serait de constituer une masse critique homogène et unifiée au sein des instances internationales, pour protéger les droits et les intérêts arabes, et pour libérer les terres occupées en Palestine, dans le Golan syrien et au Sud-Liban. Le deuxième pilier est l'intégration économique qu'il faudrait approfondir en mettant en œuvre la totalité des accords existants, et en retrouvant le cap de l'union économique qui était l'objectif premier de la coopération arabe officielle, ceci en adoptant des approches et des concepts modernes de développement.

Le troisième pilier de cette stratégie, sans doute le plus critique, est celui de la réforme culturelle et éducative qui raviverait l'esprit d'initiative, la capacité de créer et de bâtir des sociétés et des économies du savoir. Seule la connaissance est désormais garante d'un développement durable, elle constitue la limite réelle entre la richesse et la pauvreté, la capacité et l'impuissance, la réussite et l'échec.

À première vue, raviver ainsi l'idée de l'intégration arabe dans un contexte si difficile pourrait relever de la fantaisie ou de la folie. En effet, les divisions qui étaient auparavant le fait des élites dirigeantes ont, par endroits, envahi le tissu social arabe. Les tensions ethniques et sectaires et les tendances séparatistes sont telles que l'acceptation de l'autre et la valorisation de la diversité, qui devraient être la règle, relèvent aujourd'hui de l'exception. Dans certains pays, les conflits font rage et les guerres civiles dévastatrices menacent le fondement de l'état, l'intégrité territoriale et la paix civile. Souvent, des forces extérieures attendent ces conflits et cherchent à transformer la nature du combat : la lutte contre l'occupation, la dépendance et le retard dans le développement devient conflit sectaire, confessionnel ou ethnique, affaiblissant la région entière et lui ôtant toute capacité de se relever et se libérer.

Le rapport ne fait pas l'impasse sur ces conflits et divisions et internes, mais il y voit précisément une raison pour adopter une voie nouvelle, développée dans le dernier chapitre : celle d'une intégration entre les parties diverses de ce tout qu'est le monde arabe, qui renforcerait chacune d'elles.

La cohésion sociale ne sera restaurée que quand l'égalité des citoyens et l'égalité des chances seront toutes deux garanties. Et l'on ne fera pas taire les propositions sectaires, qui ont causé des combats entre frères et fait le malheur de tous, sans une réforme globale qui restaurera la culture authentique du monde arabe, riche de sa diversité. L'ingérence étrangère ne sera freinée que par l'intégration des parties de la nation en un tout qui la protège de la violation, et qui renforce sa résilience face à toutes sortes de défis.

L'appel à l'intégration arabe ne vient pas seulement conjurer les risques auxquels est exposée la région, mais il vise aussi à poursuivre les réformes engagées par certains états en réponse aux mouvements populaires et surtout à la mobilisation de leurs jeunes citoyens pour la liberté, la dignité et la justice. Ces mouvements marquent la transition vers des régimes démocratiques fondés sur une vraie participation populaire à la prise de décision politique et économique.

Le rapport ne fait pas non plus l'impasse sur l'opinion de ceux qui clament l'échec de ces mouvements populaires, mais il considère qu'ils commettent une double erreur. La première est due au fait que les résultats de tels événements ne sont perceptibles qu'après un certain temps. Il y a donc confusion entre l'échec et un bouleversement historique inaccompli. La seconde erreur est le peu de considération pour le fait que la voie vers la démocratie et la bonne gouvernance est toujours longue, difficile et hérissée d'obstacles. Les forces qui ont joui de pouvoirs et de richesses aux dépens des droits des citoyens et

des états ne se soumettront pas facilement au changement. Elles tenteront au contraire de protéger leurs intérêts coûte que coûte. Mais l'histoire prouve que de telles forces ne sont victorieuses que pour un temps.

Le renversement de régimes ici ou là n'est que la face visible du changement qui balaie la région, sa vraie expression étant la naissance d'un être arabe nouveau qui lutte pour sa liberté, qui connaît ses droits, qui est fier de sa culture, confiant en ses capacités et prêt à saisir les opportunités, un être dont le cœur et l'esprit ont vaincu l'oppression et la peur. Il est désormais difficile de briser son rêve et de le réduire à l'échec.

Tel est le message de ce rapport sur l'intégration arabe qui, loin de prétendre à la perfection, se veut une occasion de relancer le débat sur le marasme dans lequel est plongé le monde arabe et la stratégie à adopter pour en sortir, pour réaliser une renaissance qui intègre tous, individus et états.

Je tiens à exprimer ici mes sincères remerciements à tous ceux qui ont contribué à ce travail, en particulier les auteurs qui ont fait preuve de créativité et de professionnalisme, ainsi que les membres du conseil consultatif dont les avis et les recommandations ont enrichi la matière du rapport et renforcé son objectivité. En conclusion, je voudrais également remercier l'équipe de la CESAO pour ses efforts dans la préparation de ce rapport, en espérant qu'il donnera matière à discussion, dialogue et réflexion sur l'avenir de cette région, ses besoins et spécificités, pour bâtir un destin à la hauteur des aspirations de son peuple.

Les analyses peuvent différer, mais j'ai bon espoir que la finalité nous rassemble tous.



Rima Khalaf

Secrétaire générale adjointe des Nations Unies
Secrétaire exécutive de la CESAO

**Malheur à la nation divisée dont chaque
parcelle revendique le nom de nation**

Gibran Khalil Gibran

Vue d'ensemble

L'aspiration à l'intégration a longtemps habité la conscience arabe. Elle s'est concrétisée depuis les années cinquante en pactes et traités dont les objectifs étaient très avant-gardistes pour l'époque. Mais leur application déficiente a fini par affaiblir les espoirs et instiller la désillusion dans les esprits.

Le débat reste ouvert entre pessimistes qui ne soulignent que les obstacles externes et internes à l'intégration régionale, et optimistes qui mettent en avant les attributs exceptionnels de la région - la langue unique, la culture et l'histoire communes, ou encore la proximité géographique - comme arguments pour l'opportunité, voire la nécessité d'une telle intégration, ayant pour but de favoriser le développement et la renaissance humaine. En effet, de nombreuses expériences d'intégration ont été couronnées de succès ailleurs dans le monde, et ce dans des situations beaucoup moins favorables.

Aujourd'hui, alors que des mouvements populaires bouleversent la région, décuplant son potentiel, les ambitions qui, hier, semblaient hors d'atteinte se transforment en espoir tangible. Quelle que soit la nature du changement que ces mouvements provoqueront, le processus n'en demeure pas moins une occasion de reconsidérer le devenir du monde arabe en remettant au premier plan la question de l'intégration globale.

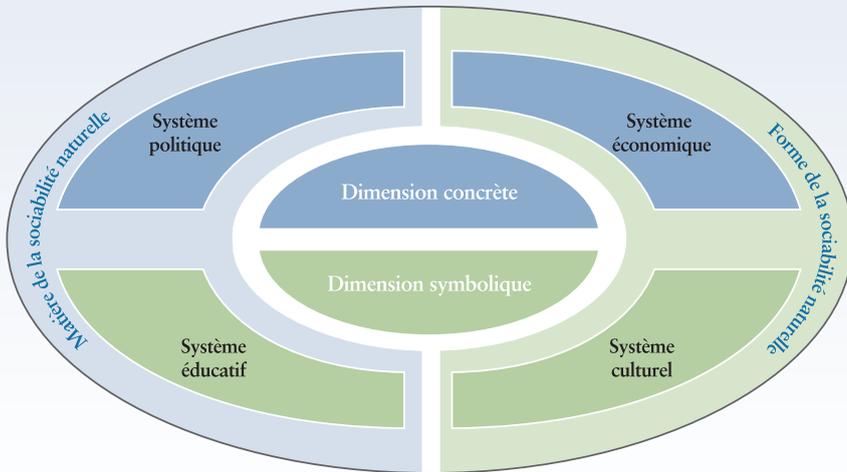
C'est de cette question-là que traite le rapport, adoptant une perspective historique sur un passé riche en leçons, un présent hérissé d'obstacles et un avenir dont la construction nécessite une vision nouvelle, une vision qui saisit tout à la fois les occasions manquées et les opportunités nouvelles pour créer un espace culturel unifié, vibrant de vitalité et d'humanité. L'existence d'un tel espace demeure le seul garant d'une renaissance humaine dans le monde arabe.

Pour une intégration globale

Dans le monde d'aujourd'hui, la majorité des pays mais aussi les plus grandes puissances se regroupent en entités plus grandes pour faire face aux défis de la mondialisation et à la concurrence féroce qui en découle. Or les pays arabes affrontent toujours individuellement ces défis, ainsi que les risques colossaux, tout à la fois chroniques et nouvellement survenus, qui accablent une région affaiblie par la division. Nombreuses ont été les occasions manquées, ne serait-ce que sur le plan de la simple coopération et notamment dans les domaines du développement humain et de la sécurité. La division a constitué un obstacle majeur au bien-être et à l'évolution

*Le projet
d'intégration
arabe a pour
but une
renaissance
qui libère les
citoyens de la
peur et de la
faim*

Structure de la sociabilité naturelle



Source: les auteurs du rapport.

*Cette
entreprise
ne vise pas
à invalider
les projets
d'intégration
économique
existants, mais
à les compléter
et s'en nourrir*

des peuples arabes ; elle menace de demeurer un handicap pour leur développement, leur liberté et leur renaissance.

Ce rapport vise donc à relancer le projet d'intégration arabe pour une renaissance qui libère les citoyens de la peur et de la faim, et leurs pays de la dépendance et de la violation, afin de redonner à la nation arabe sa place dans l'histoire et de raviver sa capacité à contribuer au progrès de l'humanité, pour le bien de tous. Cette entreprise ne vise pas à invalider les projets d'intégration économique existants mais à les compléter et s'en nourrir. Elle ne vise pas non plus à isoler le monde arabe de son environnement naturel, mais plutôt à renforcer ses liens économiques avec d'autres blocs et rassemblements, surtout ceux d'Afrique et d'Asie, et à enrichir son interaction avec les autres entités culturelles du monde.

Le rapport élève la conception de l'intégration à des dimensions nouvelles, rajoutant celle, symbolique, d'une identité arabe unifiée à la dimension matérielle prédominante dans les projets de coopération précédents. L'intégration globale ainsi envisagée intègre également tous les aspects de la construction sociétale, ou toutes les composantes de la « sociabilité naturelle » ('umran) telle que définie par le sociologue Ibn Khaldoun, à savoir une sociabilité dont la matière est l'économie et la culture, et dont la forme est la gouvernance et l'éducation. Cette

conception de l'intégration ne sous-estime en aucun cas l'importance de l'intégration économique. Elle la considère au contraire comme un pilier. En effet, au-delà de la libéralisation des échanges commerciaux, l'intégration économique devrait favoriser l'établissement de structures pour le soutien et la diversification de la production, ainsi que la mise en œuvre de toutes les capacités humaines, techniques et productives disponibles pour construire une économie du savoir.

Au-delà d'une grande zone arabe de libre-échange, l'intégration globale vise la création d'un espace de libre citoyenneté arabe, où chaque citoyen jouirait de ses pleins droits dans le cadre d'une libre circulation des personnes, des structures symboliques et des valeurs, ainsi que des produits et du savoir. Une telle intégration renforcerait tous les systèmes de production de la société, quelle que soit leur nature. Elle permettrait surtout de réaliser le développement humain global souhaité.

Insuffisances de l'action arabe commune

Pendant plus d'un demi-siècle, la région a connu des tentatives répétées d'action commune, très ambitieuses au départ mais rapidement restreintes à leur aspect économique, dans l'acception la plus étroite du terme. Ces tentatives n'ont en effet pas été à la hauteur du rêve de l'unité économique arabe qui, se rétrécissant comme une peau de chagrin, fut d'abord réduit à la simple coopération puis à la facilitation des échanges commerciaux entre des économies peu productives - échanges qui ont donc principalement visé la mobilité des capitaux et le gain facile. De multiples obstacles ont empêché l'établissement d'un marché du travail unifié, et la mise en œuvre d'accords existants s'est transformée en déclarations de principes inefficaces. Le projet de l'intégration des systèmes de production s'est, à son tour, limité à la création de quelques coentreprises régionales.

Au plan culturel, les instances officielles régionales n'ont en réalité enregistré que peu de progrès dans la sauvegarde du processus d'intégration et de ses composantes, à savoir la culture et la langue. Elles n'ont pas su tirer parti de la richesse de la civilisation arabe, ni réussi à mettre en place un système éducatif et de recherche de qualité, ni des outils de développement technique ; autant d'éléments qui auraient pu favoriser la

*Les tentatives
d'action
officielle
commune
n'ont pas été à
la hauteur du
rêve de l'unité
économique
arabe*

*Au plan
culturel, les
instances
officielles
régionales
n'ont
enregistré
que peu de
progrès dans la
sauvegarde des
composantes
du projet
d'intégration*

créativité intellectuelle et scientifique à la base de toute renaissance.

Les politiques culturelles les plus préjudiciables ont sans doute été celles qui ont désagrégé l'espace et le temps communs, liant certains pays arabes plus intimement à leurs anciens colonisateurs qu'à la nation. Ces politiques ont affaibli les structures symboliques communes, notamment la langue, l'imaginaire et la mémoire arabes, contenant ainsi l'ambition d'un peuple fier de son histoire et sapant les bases d'une éducation commune des jeunes, garante de l'avenir.

Mais la culture, la langue et l'histoire arabes se sont avérées incoercibles. Elles se sont maintenues malgré de telles politiques, tout comme elles s'étaient maintenues au siècle dernier face aux colonisateurs, qui avaient notamment tenté de marginaliser la langue arabe au Maghreb. Ces politiques n'ont pas non plus eu raison de l'unité de l'histoire et du patrimoine arabes, ni de la coopération populaire qui ne connaît ni frontière ni barrière. Cette dernière s'est d'ailleurs renforcée en dépit de toutes les restrictions imposées.

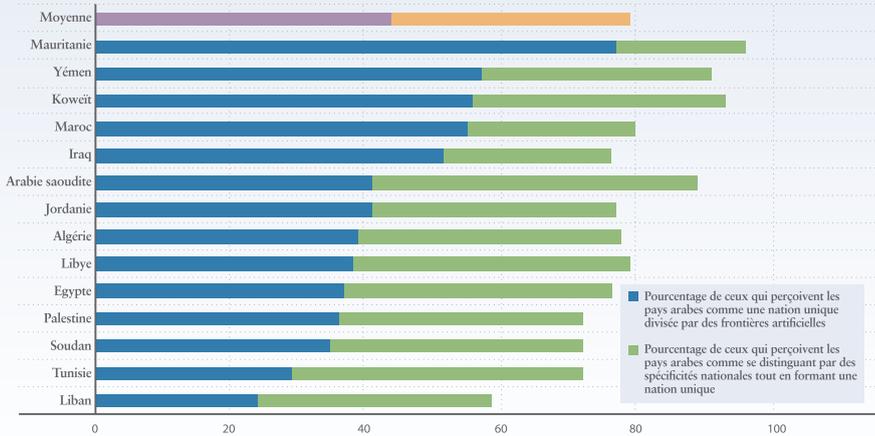
Le peuple devance les gouvernements

Il n'est pas surprenant que l'action populaire arabe devance l'action officielle commune, et innove des modes de communication et d'interaction se développant en dehors des cadres officiels, parfois même en dépit de ces derniers.

La réussite de la coopération populaire arabe est fondée sur le respect de la diversité culturelle, principe fondamental de tout projet civilisationnel. En effet, l'identité ne peut être enrichie qu'à travers la diversité, une des caractéristiques principales de cette région qui fut longtemps un carrefour culturel, politique et économique essentiel.

La création littéraire et artistique joue aussi un rôle fondamental dans le rapprochement des peuples et la fabrication d'un tissu social commun dont la matière est, en plus de la diversité culturelle, une richesse émotionnelle qui s'est cristallisée, par exemple, dans la voix d'Oum Kalthoum et la pure présence de Feyrouz. Elles ont réussi à créer un sentiment d'unité dans l'imaginaire arabe, tout comme la poésie, le récit et le roman ont contribué à la cohésion culturelle et sociale, davantage sans doute que l'action politique.

Point de vue des citoyens arabes sur le projet d'une nation arabe unifiée, 2012-2013



Remarque : les sondages présentés dans ce texte ont tous été effectués par le ACRPS (*Arab Center for Research and Policy Studies*) en 2012-2013 dans 14 pays arabes. Ils couvrent 89 pour cent de la population du monde arabe. 21,350 interviews ont été réalisées auprès d'un échantillon représentatif de cette population.

Ahmed Chawqi, Prince des poètes, chantre du nationalisme arabe

*Mes poèmes chantaient la joie de l'Orient
Le consolait de ses douleurs
Dieu a voulu nous unir dans une même plaie
Nous rassembler dans une même amertume
Quand l'Iraq est blessé, Oman saigne*

(Traduit de l'arabe)

L'amour et la patrie chez Mahmoud Darwich

*Tes yeux, épine me déchirant le cœur
Et que j'adore
Et protège des intempéries
Palestiniens, tes yeux et ton tatouage
Palestinien, ton nom
Palestiniens, ton silence et tes paroles*

(Traduit de l'arabe)

Abou el-Kacem Chebbi, poète de toutes les générations

*Lorsqu'un jour le peuple veut vivre
Force est pour les ténèbres de se dissiper*

(Traduit de l'arabe)

*Force est pour le destin de répondre
Force est pour les chaînes de se briser*

Le respect de la diversité culturelle est une condition essentielle de la renaissance humaine dans cette région du monde

Les chaînes arabes de télévision par satellite ont, à leur tour, contribué à la construction d'un espace arabe commun ; elles ont brisé le monopole des medias officiels nationaux et diffusé les coutumes et traditions locales, ainsi que les langues vernaculaires, auprès du plus grand nombre. Une langue arabe standard moderne s'est développée dans cet espace, touchant des millions de spectateurs groupés autour d'un même événement et participant à un même dialogue, de Salalah à Tanger. Certaines de ces chaînes ont scrupuleusement couvert et même soutenu les mouvements populaires de libération. Elles se sont ainsi attiré l'hostilité des régimes dans plus d'un pays, même si elles ne faisaient parfois que défendre les intérêts de ceux qui les financent.

Malgré les contraintes imposées sur la mobilité des travailleurs et des citoyens arabes au sein de leur région, ces derniers ont également participé au renforcement des liens sociaux et culturels entre les pays arabes, par leur présence notamment dans les pays du Golfe et de la Péninsule Arabique où ils se sont établis, ayant trouvé des emplois.

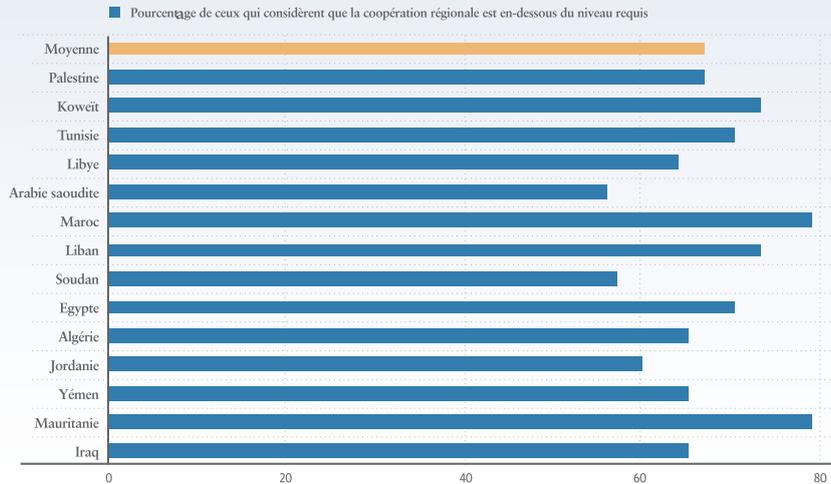
En outre, la coopération populaire a devancé celle des instances officielles, et ce en dépit des restrictions sur le droit d'organisation et de négociation collective dans la plupart des pays arabes. Grâce aux moyens modernes de communication, des réseaux d'action ont été mis en place par la société civile dans le domaine des droits de l'homme, en particulier pour la défense des droits de la femme.

Les mouvements populaires récents sont l'exemple le plus probant de cette action populaire commune. Il est certes encore tôt pour juger de leur aboutissement. On ne peut, cependant, qu'en souligner l'impact historique et l'étendue de la solidarité, l'harmonie et le partage entre ces jeunes qui se sont opposés, après des années de résignation, aux régimes autoritaires. La résignation avait d'ailleurs toujours été l'attitude des forces d'opposition traditionnelles, surtout celles qui se sont formées sous la protection de ces régimes afin de mieux les servir.

Une division à effets multiples

La coopération déficiente entre les pays arabes les a rendus vulnérables, incapables de défendre ensemble leurs intérêts. La région toute entière demeure ainsi impuissante face à des défis majeurs tels que la sécurité des citoyens et la liberté des peuples. Divisée, elle est

Point de vue des citoyens arabes sur la coopération régionale officielle, 2012-2013



désormais l'une des plus vulnérables et l'intégrité de son territoire est sans cesse menacée, sinon violée.

La Palestine est encore sous le joug de l'occupation israélienne, une colonisation qui transgresse de façon flagrante les chartes et résolutions internationales. L'agression israélienne ne se limite d'ailleurs pas à l'occupation directe de territoires arabes et à des attaques répétées contre les pays voisins ; elle est aussi politique, constituant un danger permanent pour la sécurité de l'ensemble de la région. La politique israélienne s'est en effet appliquée à attiser les conflits tels que la guerre civile libanaise dans le but de balkaniser la région, la fragmentant en mini-états confessionnels. L'État d'Israël, de par sa revendication de sa judaïté, réaffirme une conception de la pureté ethnique ou religieuse des états qui avait sous-tendu les pires crimes du XX^e siècle. Cette conception sape les fondements mêmes du développement humain, notamment l'égalité des droits et le rejet de la discrimination religieuse ou ethnique. Enfin, l'arsenal nucléaire d'Israël constitue une menace croissante pour tous les pays arabes, menace que l'état israélien a déjà proférée, prenant aussi des mesures pour être à même de la mettre en application si besoin est.

L'insuffisance de la coopération arabe a également mis en péril l'intégrité territoriale de nombreux pays, ainsi

Le manque de coopération a rendu les pays arabes vulnérables, incapables de défendre leurs intérêts face à des enjeux majeurs, dont la sécurité et la liberté

La persécution (*fitna*) est pire que le meurtre

La persécution (fitna) est pire que le meurtre

(Sourate II, 191)

Préservez-vous d'une tentation [d'abjurer (fitna)] qui n'atteindra pas spécialement ceux qui parmi vous auront été injustes !

(Sourate VIII, 25)

Source : Le Saint Coran, traduction de Régis Blachère, 1947.

Au cours des dernières décennies est apparue une des menaces les plus sérieuses pour la cohésion sociale et la paix civile : les conflits sectaires et ethniques, produits d'une distorsion culturelle

que la souveraineté de certains états qui restent sous l'influence de puissances étrangères - autant d'éléments qui menacent la sécurité de tous. La détérioration de la sécurité nationale des pays arabes s'est d'ailleurs concrétisée avec la prolifération du problème des réfugiés et des déplacements forcés dans la région. Les réfugiés arabes constituent 53 pour cent des réfugiés du monde, alors que la région ne compte que 5 pour cent de la population mondiale. Ce pourcentage, bien qu'extrêmement élevé, ne résume en rien l'ampleur de la tragédie humaine vécue par les réfugiés, qui comptent majoritairement des femmes et des enfants.

La corruption, le chômage, la pauvreté et l'injustice sociale sont également autant de conséquences du retard dans la réalisation des objectifs de développement, les politiques adoptées étant inefficaces et souffrant du manque de coopération régionale.

Enfin, au cours des dernières décennies, est apparue une des menaces les plus sérieuses qui pèsent sur la cohésion sociale et la paix civile dans le monde arabe : les conflits sectaires et ethniques qui ravagent plusieurs pays de la région, produits d'une distorsion culturelle insidieuse. En réaction aux violations externes et internes des territoires arabes, des groupuscules extrémistes se sont formés, utilisant à leur guise les concepts de djihad et ijtihad au service de l'exclusion d'autrui et de la limitation des droits et libertés publiques, notamment ceux des femmes et des non-musulmans. Une telle sédition, extrêmement dangereuse pour l'intégrité de la nation, ne s'est pas limitée aux discours et interprétations erronées. Des conflits violents ont éclaté, au cours desquels divers extrémismes ont servi d'alibi à la violence et au meurtre.

Ainsi, la division de la nation arabe a ouvert la voie à la violation de l'intégrité de son territoire et à la mise en péril de la sécurité des citoyens. De nombreux faux-pas et des erreurs au plan du développement ont en outre fragilisé toutes les composantes de cette nation : du système économique défaillant au système culturel souvent stérile ; du système éducatif inefficace au système politique répressif. Les droits et la dignité du citoyen arabe ont été sacrifiés ; il s'est vu livré à une détresse qui n'était pas une fatalité, et que les générations futures pourraient recevoir en héritage.

Les mouvements populaires catalyseurs de l'intégration

Le monde arabe vit aujourd'hui une étape nouvelle, une chance de retrouver le chemin de l'intégration et de la renaissance. Depuis le mois de décembre 2010, des soulèvements populaires ont pris le monde par surprise et démenti la théorie de « l'exception arabe » selon laquelle les arabes seraient incapables de se gouverner eux-mêmes pour des raisons religieuses et culturelles, et notamment à cause d'une prétendue contradiction intrinsèque de leurs valeurs avec celles de la démocratie. Mais la violence, l'ampleur du conflit interne dans certains pays et la lenteur du processus de transition démocratique ont réduit l'optimisme des premiers temps. Le « printemps arabe », aux yeux de certains, a ainsi laissé place à l'automne, puis à un interminable hiver.

Les difficultés économiques des pays en transition démocratique ont poussé de nouveaux mécontents à descendre dans la rue, augmentant ainsi le nombre de citoyens déçus par le processus politique de transition, dont les partisans des anciens régimes. Les places publiques, jadis porteuses d'espoir et symboles de liberté, se sont alors transformées en lieux de conflits destructeurs, et les opposants au changement se sont fait une joie de le déclarer condamné.

Or cette condamnation relève d'une double erreur : la première est la confusion entre l'échec et le fait que le processus de transition politique n'est pas encore achevé ; la seconde est l'ignorance des difficultés inhérentes à la nature même d'un tel changement historique, y compris les problèmes économiques.

Les soulèvements populaires ont démenti la théorie de « l'exception arabe », selon laquelle les arabes seraient incapables de se gouverner eux-mêmes pour des raisons culturelles et religieuses

*Les révolutions
sont, par
nature, un
bouleversement
du statu quo.
D'abord
destructives,
elles
démolissent
les structures
existantes
pour pouvoir
bâtir celles de
l'avenir*

En effet, nombreux sont les pays qui ont connu des difficultés économiques en temps de transition. Ceux d'Europe centrale et orientale ont, par exemple, subi un retard cumulatif de leur produit intérieur frôlant les 25 pour cent avant de retrouver la croissance. Les révolutions sont, par nature, un bouleversement du statu quo. Destructives dans un premier temps, elles démolissent les structures existantes pour pouvoir bâtir celles de l'avenir. Mais le démantèlement des structures institutionnelles qui ont servi l'oppression, augmenté la pauvreté et aggravé la marginalisation et l'exclusion, ainsi que leur reconstruction sur une base de vérité et de justice, n'est pas chose simple. Les premières étapes d'un tel bouleversement s'accompagnent toujours, au plan économique, d'une hausse des coûts de production et d'une baisse des rendements immédiats, maux que les peuples acceptent de subir, pour un temps, quand ils sont animés par l'espoir et le désir de changement.

En outre, il n'est pas surprenant que la transition démocratique soit plus difficile dans les pays arabes qu'en Europe centrale et orientale ou d'autres régions du monde, car elle s'affirme en opposition avec la volonté d'un grand nombre d'acteurs influents dans le monde arabe. Elle survient de plus à un moment de crise économique mondiale, où les partenaires occidentaux sont économiquement affaiblis: ils n'achètent presque plus de produits provenant du monde arabe et ne sont plus en mesure d'offrir de nouvelles opportunités pour le nombre croissant de demandeurs d'emploi. De plus, la priorité des pays occidentaux demeure évidemment de sauvegarder leurs intérêts dans la région, qui peuvent parfois entrer en conflit avec le soutien de la réforme politique dans les pays arabes.

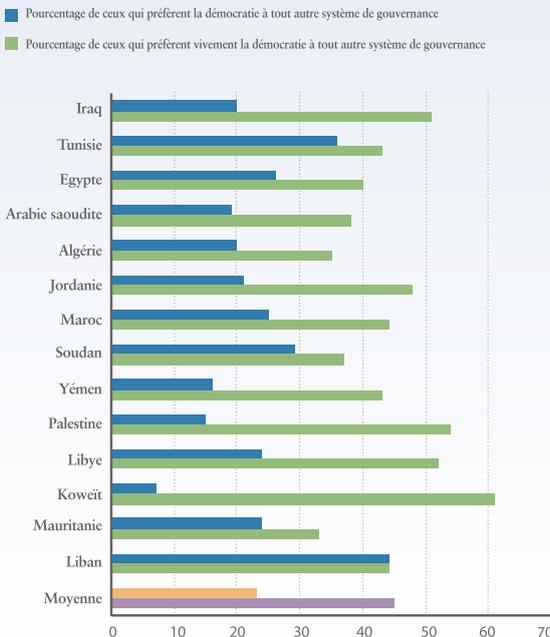
Ainsi, la transition démocratique se déroule dans un climat régional de suspicion envers l'autonomie du peuple arabe et dans un contexte international qui craint, de son côté, l'autonomie des états arabes. Certains acteurs régionaux et internationaux se sont donc ligüés avec des loyalistes contre les mouvements populaires, s'évertuant à les détourner de leur intention initiale pour reproduire des régimes qui ne diffèreraient des anciens que par la forme. La stratégie principale de ces acteurs est de démanteler le front des révolutionnaires et d'empêcher le progrès dans le processus de transition, en aggravant les problèmes économiques et de sécurité afin que les

peuples se soulèvent à nouveau contre les gouvernements transitoires. De son côté, la mauvaise performance de ces gouvernements élus ne peut qu'aider ces forces contre-révolutionnaires dans la réalisation de leurs objectifs.

Toutes ces difficultés, que ce soit celles qui résultent de l'inexpérience des nouvelles élites ou de la résistance des élites anciennes et de leurs alliés régionaux et internationaux, ont suscité l'impression erronée selon laquelle le retour à l'ère de la tyrannie est encore possible. Or cette impression découle d'une confusion entre les aspects accidentels de ce moment marqué par la crise et la victoire temporaire des forces contre-révolutionnaires, et la transformation historique profonde qui induit un changement dans la nature même de l'homme. Les transformations historiques sont non-linéaires, elles constituent un point de départ à partir duquel les nations changent de voie. Mais un pas ou même plusieurs pas en arrière ne sauraient replacer une nation sur une voie qu'elle a choisi d'abandonner.

Les mouvements populaires surviennent à un moment de crise mondiale, et s'affirment en opposition avec la volonté d'un grand nombre d'acteurs influents dans le monde arabe

Point de vue des citoyens arabes sur la démocratie, 2012-2013



Le processus démocratique amorcé dans la région sera mené à terme, à des vitesses variables selon les pays, certes, mais quels que soient les pièges et les difficultés du chemin

En définitive, une transition démocratique est prévisible au plan des résultats même si elle ne l'est pas quant à la trajectoire. Le processus démocratique amorcé dans la région arabe sera mené à terme, à des vitesses variables selon les pays, certes, mais quels que soient les pièges et les difficultés du chemin. Grâce à leurs premiers succès, les révoltes arabes ont brisé les barrières de la peur. Il n'est désormais plus possible de soumettre les peuples arabes à l'injustice et à l'oppression. Ils ont gagné leur combat pour le droit de s'exprimer, de s'organiser et de manifester. Ils se sont découvert une liberté nouvelle. Sans doute le degré de répression nécessaire pour faire rentrer le peuple dans le giron de l'obéissance à nouveau est tel qu'il ne générerait que révoltes massives, rendant le processus de transition tant ardu qu'irréversible.

Quant à la relation entre les mouvements populaires arabes et l'intégration, elle sera vraisemblablement directe et positive. En effet, les mouvements populaires visent l'établissement de systèmes politiques démocratiques fondés sur une ample participation des citoyens au processus de décision dans les domaines politique et économique. Cette nouvelle réalité est en elle-même une chance pour relancer l'intégration arabe et en accroître la portée et l'efficacité, en vue d'atteindre une renaissance humaine dans les pays en transition. Un régime qui représente bien le peuple et en exprime l'ambition et les intérêts ne peut que considérer l'intégration économique comme un moyen pour faire croître son économie et assurer le bien-être de tous. Un tel régime ne se contentera d'ailleurs pas d'une intégration économique, mais il cherchera à établir une intégration plus globale qui serait source de bienfaits à la fois pour les citoyens et les états.

L'intégration économique au service de l'intégration globale

Le rapport présente et tente d'évaluer les avantages et bienfaits potentiels de l'intégration arabe. Tous ne se prêtant guère à la quantification, l'accent est mis sur l'évaluation des avantages de l'intégration économique et la présentation d'estimations quantitatives selon des standards scientifiques. Le rapport expose d'abord les politiques actuellement adoptées, qui se limitent à

la libéralisation du commerce des marchandises et la mise en place de l'union douanière arabe. Il évalue leurs conséquences, les comparant avec celles de scénarios hypothétiques dans lesquels des mesures plus avancées seraient implémentées. Ces dernières porteraient sur la libéralisation, ne serait-ce que partielle, du mouvement de la main-d'œuvre et la suppression de certaines barrières commerciales non tarifaires.

L'analyse révèle que les résultats attendus de la politique économique actuelle sont aux mieux limités, non que la libéralisation du commerce ne soit pas importante, mais parce que les droits de douane ne constituent plus l'entrave la plus importante au libre commerce interrégional. En effet, les plus grands obstacles à la circulation des marchandises entre les pays arabes sont plutôt les barrières non tarifaires et les coûts de transport élevés. Le rapport conclut que, tant que les états arabes n'auront pas éliminé les restrictions et barrières protectionnistes qui s'ajoutent aux droits de douane, aucune augmentation significative du produit ou du revenu national ne pourra être réalisée.

L'analyse montre aussi qu'il suffirait de réduire de peu les barrières non tarifaires pour récolter de nombreux avantages. Par exemple, diminuer le coût du transport de 5 pour cent par an et remplacer 20 pour cent de la future main-d'œuvre étrangère par la main-d'œuvre arabe permettrait de doubler la hausse des revenus que l'on réaliserait par une simple libéralisation du commerce. Cela permettrait aussi de réduire le taux de chômage de plus de 4 pour cent en moyenne dans tous les pays arabes. La hausse des revenus et l'amélioration du bien-être qui en découleraient seraient décuplées si d'autres mesures recommandées par ce rapport étaient adoptées, telles que la libéralisation du commerce des services et le développement des chaînes de valeur régionales.

Le rapport montre que de telles mesures seraient bénéfiques pour tous les pays arabes, quel que soit leur niveau de richesse, et démentiraient l'idée que l'intégration arabe favoriserait les plus démunis au détriment des plus riches. En effet, les Emirats Arabes Unis figureraient parmi les plus grands bénéficiaires de la hausse des revenus, l'Arabie saoudite parmi ceux de l'amélioration du bien-être, et la Tunisie tirerait le plus grand profit de la création d'emplois et de la réduction du taux de chômage.

*Un régime qui
représente
bien le peuple
et en exprime
l'ambition et
les intérêts
ne peut que
considérer
l'intégration
économique
comme
un moyen
d'assurer la
croissance et le
bien-être*

Des obstacles à l'intégration

L'intégration visée par ce rapport est entravée par toutes sortes d'obstacles : certains résultent d'échecs et de défaites passées ; d'autres sont le fait de facteurs externes ; les derniers enfin dérivent d'une situation et de facteurs internes qui pèsent de tout leur poids sur le futur de la région.

La majorité des grandes puissances internationales s'est dressée dans le passé contre tout projet arabe visant à l'établissement d'une entité fédérale ou d'une coopération indépendante et active. L'hostilité envers de telles entreprises s'est manifestée dès 1840, avec l'opposition britannique au projet de renaissance de Muhammad Ali. Elle s'est concrétisée avec l'accord Sykes-Picot qui a divisé le Levant en mini-états et zones d'influence coloniale. Elle se poursuit enfin aujourd'hui sous la forme de projets alternatifs de coopération bilatérale entre des pays arabes pris individuellement et des partenaires occidentaux, dans le but de pousser l'État d'Israël sur l'échiquier régional sans attendre qu'il se soit conformé aux résolutions internationales, notamment celles qui exigent la fin de l'occupation des territoires arabes et consacrent le droit au retour des réfugiés palestiniens.

Mais, en fin de compte, le retard dans l'intégration arabe est en grande partie imputable aux arabes eux-mêmes, à ces régimes qui ne représentaient pas leurs peuples et n'étaient pas tenus de leur rendre des comptes ni de protéger leurs intérêts, car ils étaient de mèche avec les puissances internationales dont ils puisaient légitimité et sécurité.

L'absence de volonté politique a engendré d'autres types d'obstacles, y compris les obstacles économiques douaniers et techniques ; la mauvaise performance de l'appareil administratif d'action arabe commune ; et surtout les accords bilatéraux entre pays arabes pris individuellement et pays occidentaux, rendant toute entreprise d'intégration économique arabe infiniment plus ardue.

A ces obstacles réels et concrets s'ajoutent des obstacles perçus par certains analystes comme une entrave à l'intégration globale souhaitée, tels que la problématique de classe, autrement dit la différence entre riches et pauvres ; la problématique spatiale ou

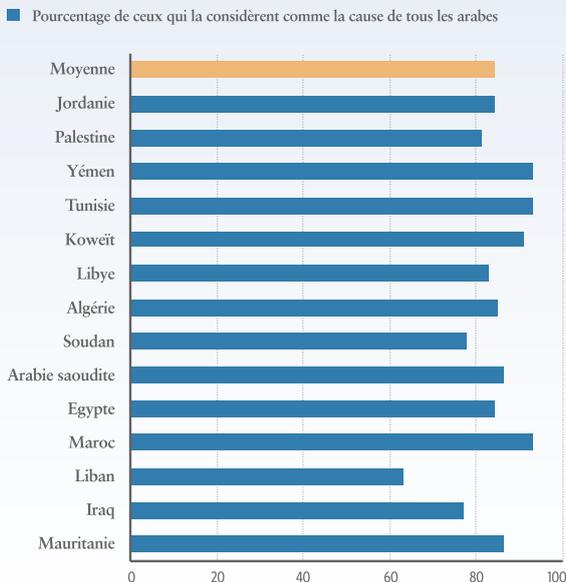
L'intégration économique serait bénéfique pour tous les pays arabes, riches et démunis, démentant l'idée qu'un tel projet favoriserait les moins développés au détriment des autres

la différence entre le milieu urbain et le milieu rural ; la problématique ethnique ou la différence entre arabes et non-arabes ; et la problématique religieuse ou les différences interreligieuses et intra-religieuses. Toutes seraient pour beaucoup un héritage des interférences étrangères passées, mais se développeraient dans un contexte de distorsion culturelle.

Les tenants de cette analyse soulignent également l'émergence d'une problématique nouvelle, d'ordre culturel, suite aux mouvements populaires arabes : l'antagonisme entre un modernisme absolu et un traditionalisme extrémiste. Le premier, imprégné de traits occidentaux, est associé au discours colonialiste et à la prétendue « mission civilisatrice » du colonisateur auxquels adhéraient souvent les élites locales. Le second, imprégné de traits orientaux, est pris au piège d'une distorsion des valeurs religieuses de tolérance et d'un fondamentalisme décadent. Dans cette perspective, la nation arabe serait en proie à une lutte entre deux

Dans l'histoire moderne, l'hostilité envers la coopération arabe s'est manifestée de manières diverses, mais le retard dans l'intégration est en grande partie imputable aux arabes eux-mêmes

Point de vue des citoyens arabes sur la cause palestinienne, 2012-2013



Le respect de l'égalité des citoyens, sans discrimination aucune, est le seul moyen de transcender les divisions et de vivre la différence comme une richesse pour la nation

fondamentalismes, l'un laïque, l'autre religieux ; l'un désavouant les valeurs de la nation, l'autre niant les droits de l'homme.

Le message de ce rapport est que ces contradictions, qui sont de l'ordre de la perception, doivent nécessairement être dépassées, surtout dans le contexte actuel où la région souffre de vulnérabilités multiples. A défaut de cela, elles se transformeraient en obstacles réels entravant l'édification d'une nation garante des valeurs de dignité et de liberté. En effet, le respect de l'égalité de tous les citoyens, sans discrimination aucune, est le seul moyen de transcender ces dichotomies et de vivre la différence comme étant diversification et richesse. Alors, la région ne se perdrait plus en conflits théoriques ou réels. Elle bâtirait son destin sur une unité de culture, d'histoire et de valeurs.

Problématique du rapport

Ce rapport examine deux trajectoires potentielles de la région : la première, descendante, où le statu quo serait maintenu et où division se conjuguerait toujours avec oppression, retard de développement et violation des droits ; la seconde, trajectoire ascendante désirée, où l'intégration globale mènerait à la renaissance humaine.

La division et le sentiment exacerbé d'appartenance à des mini-états empêchent la convergence et l'intégration efficace. Les pays arabes souffrent tous de l'incapacité à former un seul bloc qui ferait leur force dans les négociations internationales, à tirer parti des économies d'échelle, et à assurer ensemble le bien-être de leurs citoyens et l'accès de tous aux biens publics tels que la santé, le savoir et la liberté. De multiples discriminations demeurent. Elles sont évidentes dans les procédures d'entrée dans les pays arabes, qui semblent bien plus avantageuses parfois pour les citoyens de pays non-arabes.

Aucun pays arabe, aussi riche soit-il, ne peut peser seul sur l'échiquier mondial face aux grandes puissances et blocs économiques régionaux. Aucun pays ne peut non plus subvenir seul aux besoins de sa population, qu'ils soient alimentaires, sécuritaires ou de l'ordre de la création et de la transmission du savoir.

La division et les sentiments exacerbés d'appartenance sous-nationale ont engendré des conflits entre les pays arabes, aboutissant parfois à des guerres implicites ou

même déclarées. Cette situation explosive a, elle aussi, remis en cause les opportunités d'intégration arabe dans de nombreux domaines.

Si l'oppression de régimes autoritaires restreint les libertés et les droits, l'appariement du pouvoir à la richesse, lui, facilite la propagation de la corruption. Quand oppression et corruption se conjuguent toutes deux avec des allégeances sous-nationales de toutes sortes, le principe d'égalité de tous les citoyens est bafoué. La nation devient alors un lieu de conflits sectaires et de violence.

De leur côté, les économies politiques dépendantes et les systèmes à faible productivité fragilisent la capacité de l'homme et de la nation à produire de manière compétitive. Or l'économie des pays arabes est caractérisée par la faiblesse de ses infrastructures et la recherche du profit rapide au détriment du développement durable. Tous ces éléments aggravent la pauvreté et le chômage, et la dépendance de la région pour ce qui est de la production du savoir et des fondements essentiels d'une vie plus digne.

La sécurité de la nation et des citoyens arabes est depuis longtemps fragilisée les puissances étrangères qui ont infiltré le tissu sociopolitique de la région, cherchant à servir leurs propres intérêts et faisant fi de leurs engagements auprès de la communauté internationale. La position arabe est d'ailleurs précaire au sein de cette communauté, conséquence directe de la division et du retard dans le développement.

La région fait également face à des risques majeurs au plan environnemental : l'aridité, la vulnérabilité aux changements climatiques et la dégradation de l'environnement sont autant de dangers qui guettent les pays arabes, et qu'ils devraient affronter par une stratégie commune et un partage des moyens.

Le triple objectif de l'intégration globale

Si le maintien du statu quo semble destructeur à la fois sur le plan politique, économique, sécuritaire, environnemental et des droits de l'homme ; la voie souhaitée, celle de l'intégration globale, permettrait, elle, de réaliser trois buts essentiels.

Le premier et le plus important est de préserver la dignité, la liberté et la sécurité de tous les citoyens arabes. Il est d'abord nécessaire de libérer la nation de l'occupation et de

Aucun pays arabe, aussi riche soit-il, ne peut peser seul sur l'échiquier mondial face aux grandes puissances et blocs économiques régionaux

l'influence étrangère, et d'y établir une bonne gouvernance basée sur la justice et la citoyenneté démocratique qui refuse toutes les discriminations et les exactions qui ont parfois lieu en période de transition politique.

Procédures d'entrée dans les pays arabes selon la nationalité

Destination Pays d'origine	Algérie	Bahreïn	Les Comores	Djibouti	Egypte	Iraq	Jordanie	Koweït	Liban	Libye	Mauritanie	Maroc	Oman	Qatar	Arabie saoudite	Somalie	Soudan	Syrie	Tunisie	Emirats arabes unis	Yémen		
Algérie																							
Bahreïn																							
Les Comores																							
Djibouti																							
Egypte																							
Iraq																							
Jordanie					1				1														
Koweït																							
Liban																							
Libye																							
Mauritanie																				2			
Maroc							3												3				
Oman																							
Qatar																							
Arabie saoudite																							
Somalie																							
Soudan																							
Syrie																							
Tunisie																							
Emirats arabes unis																							
Yémen																							

	Entrée sans visa		1 Pour les détenteurs d'un passeport valide pour 5 ans
	Visa à demander à l'aéroport		2 Pour ceux qui entrent dans le pays avec suffisamment d'argent
	Visa à demander au consulat avant le voyage		3 Ne s'applique pas aux femmes

Remarque : l'autorité palestinienne ne contrôle pas les frontières de la Palestine, et l'entrée des citoyens et des non-citoyens est sujette à l'autorisation des autorités israéliennes.

Source : les auteurs du rapport.

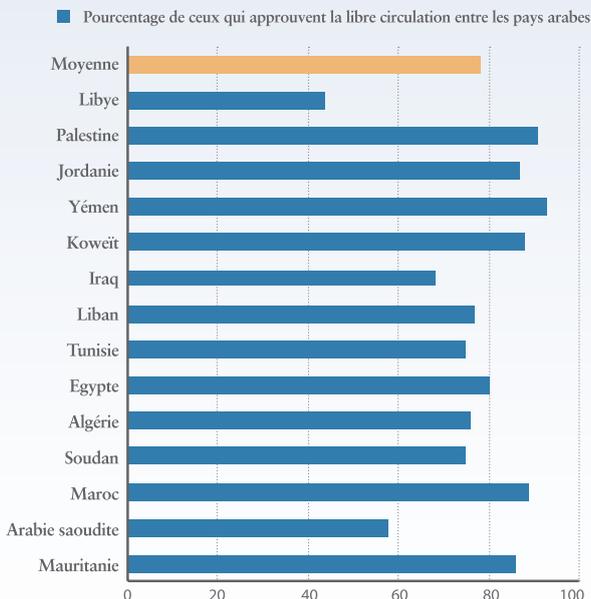
Jamal Hamdan , La géographie et l'histoire cimentent de l'unité arabe

Nos efforts pour l'unité dans le monde arabe pourraient être couronnés de plus de succès si nous nous rappelons davantage notre géographie et notre histoire. Car l'histoire nous unit autant que la géographie, et l'espace et le temps sont facteurs d'unité. L'on pourrait même affirmer que la géographie et l'histoire sont le ciment de l'unité arabe.

Le deuxième but est de mettre en place une infrastructure de production solide et diversifiée dans le monde arabe, pour satisfaire les besoins des citoyens et leur assurer une vie décente. Il faudrait pour cela créer des modes de production efficaces et aptes à se développer et se moderniser continuellement, et engager davantage la région dans les échanges commerciaux internationaux tout en améliorant sa compétitivité. Cette orientation vers un développement économique productif devrait être complétée d'initiatives pour faire face aux défis environnementaux et écologiques actuels et futurs.

Le premier but de l'intégration globale est de préserver la dignité, la liberté et la sécurité de tous les citoyens arabes

Point de vue des citoyens arabes sur la libre circulation des personnes



La renaissance est fondée sur cinq éléments : la volonté libre ; le savoir créateur ; la capacité réelle, non illusoire ; le renouvellement perpétuel ; et l'autonomie

Le troisième but est de dépasser les conflits et limitations d'ordre culturel pour retrouver la vitalité et la créativité qui avaient caractérisé la civilisation arabomusulmane pendant de longs siècles. Cette renaissance culturelle ne pourrait être accomplie sans la sauvegarde de la langue arabe et de la diversité, et sans l'instauration d'une économie du savoir qui favoriserait la production de connaissances au sein même de la région. Une réforme où l'esprit critique permettrait de libérer la pensée et l'action religieuses des élans fanatiques, et où le discernement libérerait la pensée et l'action laïques d'un extrémisme prétendument rationnel, est également nécessaire.

Cette trajectoire ascendante à triple finalité ne doit être, en aucun cas, interprétée comme un retour sentimental à une gloire passée, ni comme un appel au nationalisme fondé sur la race ou l'origine ethnique. La renaissance visée est en effet un acte de créativité historique dont le but est de raviver la civilisation arabo-islamique en s'inspirant de ses propres principes et en l'enrichissant des meilleures réalisations des cultures contemporaines. Atteindre une telle renaissance exige une rupture avec la régression et la répression, basée sur les cinq piliers suivants : la volonté libre de personnes indépendantes ; le savoir créateur qui rend cette indépendance possible ; la capacité réelle, non illusoire ; le renouvellement perpétuel, résultat d'un dialogue entre toutes les composantes de la société ; et l'autonomie, réalisée à travers l'union de tous les citoyens autour d'un même objectif, celui d'un espace de libre citoyenneté arabe.

L'intégration globale est le moyen de bâtir ces cinq piliers. Elle est nécessaire pour surmonter la fragmentation de l'espace et du temps arabes, et pour réaliser l'unité, l'immunité et l'invulnérabilité. C'est dans l'unité qu'une nation acquiert l'immunité indispensable pour sa souveraineté et sa place sur la scène internationale.

Khalil Moutran, défenseur inflexible de la langue arabe

La langue arabe, si généreuse mais appesantie par de si lourdes chaînes, révélerait, une fois libérée, ses trésors infinis, octroyant aux poètes des termes uniques, des phrases exceptionnelles et des métaphores sans pareilles, témoignant ainsi de son caractère inimitable.

C'est dans l'unité qu'une nation puise sa créativité et sa capacité réelle à être et à agir. C'est dans l'unité qu'elle bâtit des structures de production sans cesse renouvelées qui mettent le développement à la portée de tous. Cette unité, fondée sur l'action officielle et populaire, érigera l'infrastructure et les superstructures nécessaires à l'intégration arabe dans tous les domaines, jusqu'à la création de l'espace de libre citoyenneté arabe.

Seule une intégration efficace permettrait de tirer profit des attributs uniques de cette région du monde pour établir un modèle économique et politique productif, puissant et capable de générer une croissance soutenue, un modèle efficace profitant des économies d'échelle, un modèle basé sur la justice et la bonne gouvernance démocratique.

Seule une intégration efficace permettrait également de faire face aux projets alternatifs qui visent l'intégration entre des pays ou des blocs industriels développés et certains pays arabes, dont le résultat se limiterait à dissoudre les économies faibles de la région dans des économies puissantes et mieux positionnées pour récolter des gains. Ce plaidoyer pour l'intégration n'appelle pas à l'isolement, mais plutôt à la formation d'un bloc puissant et développé capable de coopérer avec le monde de manière constructive et compétitive.

Cette voie alternative et vertueuse conduirait à une renaissance basée sur une bonne gouvernance démocratique; une participation citoyenne libre de contraintes externes, internes et personnelles; et un pouvoir de décision individuel et collectif. Cette renaissance, dont bénéficieraient les générations actuelles sans porter préjudice aux droits des générations futures, libérerait la nation arabe de l'occupation et de l'influence étrangères. Elle servirait certainement, ne serait-ce qu'indirectement, la protection de l'environnement et des écosystèmes. Ainsi, la culture arabe parviendrait à conjuguer sa créativité et sa grandeur avec les meilleures réalisations humaines, et notamment les droits de l'homme.

La voie de la renaissance sera sans doute bâtie sur les ruines de la voie d'aujourd'hui. L'un des fruits en est une déception qui s'est récemment muée en soulèvements populaires. Le passage historique de la division, l'oppression, la régression et la violation des droits à l'intégration arabe globale et efficace pour une renaissance humaine est l'objet même de ce rapport.

*Ce plaidoyer
pour
l'intégration
n'appelle pas
à l'isolement,
mais plutôt à
la formation
d'un bloc
puissant et
développé,
capable de
coopérer avec
tous*

Aperçu de la matière du rapport

Vue d'ensemble

Chapitre 1

L'intégration arabe : concepts et perspectives

- La tradition culturelle arabe dans la perspective de l'intégration
- Le savoir, fondement de l'intégration arabe
- L'intégration économique nourrit l'intégration culturelle
- L'intégration : moyen ou finalité de la renaissance
- La nation arabe créative contribue au développement de l'humanité

Chapitre 2

L'intégration officielle arabe : le secteur économique

- Les tentatives d'intégration économique : plans ambitieux, mise en œuvre insuffisante
- Les projets d'intégration arabe
- Les modes de coopération avec des partenaires externes affectent l'intégration arabe
- Les initiatives de coopération n'ont pas l'impact désiré sur la réalité économique

Chapitre 3

L'intégration officielle arabe : la politique et autres secteurs

- De expériences éphémères d'intégration politique arabe
- L'appareil officiel de la coopération arabe
- L'intégration arabe par secteur
- Les soulèvements populaires révèlent la faiblesse des régimes arabes

Chapitre 4

Les facteurs entravant l'intégration officielle arabe

- L'échec l'emporte sur les espoirs de renaissance : les amères expériences du passé
- Des raisons externes entravent les plans d'union arabe
- Des raisons internes empêchent l'intégration arabe

Chapitre 5

L'intégration culturelle arabe

- Les fondements civilisationnels de l'intégration culturelle arabe
- L'identité arabe dans la poésie et le roman
- L'identité arabe dans le cinéma et la télévision
- L'identité arabe dans la musique

Chapitre 6

L'intégration populaire arabe : le politique et le social

- L'intégration populaire arabe dans le domaine politique
- Le peuple arabe est solidaire de la cause palestinienne : l'union dans la résistance à l'occupation
- L'intégration populaire dans l'action sociale
- L'intégration populaire dans les soulèvements arabes

Chapitre 7

L'intégration arabe dans un contexte hostile de division et d'obstacles au développement

- Les violations extérieures et les défaillances des mécanismes communs de sécurité : la liberté menacée
- Une menace multiforme contre la sécurité et le bien-être des citoyens
- L'environnement : des risques imminents
- La crise de culture et de savoir entrave la renaissance et la sécurité

Chapitre 8

L'intégration économique arabe : pour une renaissance civilisationnelle

- Modélisation des scénarios d'intégration économique arabe
- L'intégration économique par la libéralisation du commerce des marchandises
- Les scénarios d'intégration commerciale : projections et analyses
- L'intégration économique globale au-delà de l'intégration commerciale
- L'intégration économique globale au-delà de l'union douanière arabe

Chapitre 9

L'intégration arabe : stratégie pour une renaissance humaine

- La renaissance humaine fruit de l'intégration arabe
- Une vision stratégique de la renaissance humaine fondée sur l'intégration globale
- Des mesures pratiques pour mettre en œuvre la stratégie proposée
- L'infrastructure institutionnelle de l'intégration arabe
- Un espace de libre citoyenneté arabe fruit de l'intégration globale

La langue commune, l'héritage et l'histoire uniques, la culture partagée et la proximité géographique sont autant d'attributs qui unissent les pays arabes. Or, malgré ces caractéristiques qui devraient faciliter la coopération entre les états, voire l'intégration, ils affrontent toujours individuellement les défis et exigences accrues du monde moderne. La région est en effet affaiblie par la division, dans un contexte de risques colossaux, tout à la fois chroniques et nouvellement survenus. Nombreuses ont été les occasions manquées, notamment dans les domaines du développement humain et de la sécurité, que les états arabes auraient pu saisir pour construire, en entité intégrée, une nation garante des droits, des libertés et de la dignité humaine.

Ce rapport vise à relancer le projet d'intégration arabe pour une renaissance humaine qui englobe toutes les composantes de la société, ses principes et ses valeurs. Cette renaissance devrait être fondée sur une créativité culturelle et une bonne gouvernance démocratique, garante de la dignité et du bien-être matériel et moral de tous. C'est par l'intégration que les états et les citoyens arabes pourraient retrouver l'autodétermination et le chemin de l'action efficace, de la liberté et de l'indépendance.

Ce projet d'intégration globale ne vise pas à invalider les projets d'intégration économique qui ont été menés avec plus ou moins de succès depuis les années 1950, mais à s'en nourrir en les complétant. L'intégration globale comprend en effet les superstructures politiques, culturelles et éducatives, réunissant ainsi toutes les composantes de la civilisation arabe afin de bâtir un espace de libre citoyenneté où chacun jouirait de ses pleins droits. Cette entreprise ne vise pas non plus à isoler le monde arabe de son environnement naturel, mais plutôt à renforcer ses liens économiques avec d'autres blocs et rassemblements, surtout ceux d'Afrique et d'Asie, et à enrichir son interaction avec les autres entités culturelles du monde.

En relançant ainsi l'idée de l'intégration, ce rapport a pour but de rappeler sa pertinence pour la région et de soutenir les efforts de ceux, de plus en plus nombreux, qui la perçoivent comme un besoin. Saisir les opportunités d'intégration qui s'offrent encore aux états arabes est sans doute plus profitable que de nourrir bientôt d'inévitables regrets.



CESAO

Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale

www.escwa.un.org

Copyright © CESAO 2014

Imprimé à la CESAO, Beyrouth

E/ESCWA/OES/2013/3/Summary

Publication des Nations Unies

14-00021 – Février 2014